

REVUE DE PRESSE

Du 24 novembre 2020

Une aide pour les villes populaires

Le maire d'Allonnes et huit autres élus de France se sont entretenus, hier, avec J. Castex au sujet des quartiers défavorisés.



Un milliard d'euros sera consacré aux villes et quartiers défavorisés (photo d'illustration).

PHOTO : CLAUDE STEFAN / ARCHIVES OUEST-FRANCE

Le gouvernement s'engage à verser 1 % des 100 milliards d'euros de son plan de relance aux villes et quartiers défavorisés. Jean Castex, le Premier ministre, l'a annoncé, hier, lors d'un entretien en visioconférence auquel Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes, participait avec huit autres élus de France.

L'État satisfait donc à l'une des principales revendications des 150 maires signataires d'une lettre ouverte adressée au président de la République, le 14 novembre. « Mais tout reste à faire pour voir les retombées sur le terrain », tempère Gilles Leproust, qui avoue « rester sur sa faim ».

Quid du « Conseil national des solutions » ?

Car la délégation n'a pas obtenu l'instauration d'un « Conseil national des

solutions », autre revendication majeure. « On nous a renvoyés vers le Conseil national des villes déjà existant. Mais ce dernier n'a pas le même objectif, poursuit l'édile. Le « Conseil national des solutions » a vocation à identifier les solutions qui marchent sur le terrain pour les généraliser et à s'assurer que les mesures gouvernementales annoncées arrivent bien jusqu'aux acteurs locaux. Puisque le gouvernement n'a pas voulu reprendre cette proposition à son compte, nous allons la mettre en œuvre nous-même. »

La première réunion de la nouvelle entité aura lieu le 14 décembre, à Roubaix (Hauts-de-France). D'autres suivront. « Allonnes s'est positionnée pour en accueillir une », précise Gilles Leproust.

Sounkoura-Jeanne DEMBÉLÉ.

137 422

C'est le nombre de foyers fiscaux en Sarthe qui ont profité d'une baisse d'impôts sur le revenu en 2020, selon les calculs du ministère des Finances publiques. Soit une moyenne de 302 € pour les foyers concernés dans le département. Un petit peu au-dessus de la moyenne nationale établie, elle, à 299 € par ménage.

ALLONNES

Gilles Leproust reçu par Jean Castex



Gilles Leproust maire d' Allonnes reçu par le premier ministre. PHOTO :

Après la signature de plus de 185 maires, un appel au président de la République, un appel qui se veut une alerte concernant la situation qui se dégrade dans les villes et les quartiers populaires avec l'augmentation de la pauvreté, de la précarité et du chômage, les signataires demandent qu'un milliard d'euros des cent milliards d'euros votés lors du nouveau plan de relance après la crise sanitaire soit consacré aux quartiers et villes populaires.

Gilles Leproust et neuf autres maires de toutes sensibilités politiques ont été reçus lundi matin par le Premier ministre Jean Castex. Gilles Leproust commente : « Les ministres présents, avec Jean Castex, ont rappelé tout ce qui a été fait pour combattre la pauvreté. Nous avons rappelé que nous étions loin du compte et que les mesures prises ne se sont pas concrétisées sur le terrain, pour preuve à peine quatre mesures sur dix neuf du plan Bor-

loo ont été entamées. Néanmoins nous actons que le Premier ministre est d'accord pour dégager 1 milliard d'euros pour nos villes et quartier populaires. Nous lui avons proposé la mise en place d'un conseil national des solutions pour fléchir et suivre les mesures en direction de différents pôles comme l'associatif, l'humanitaire, etc. Un conseil national des solutions qui travaillera à la coproduction des décisions et sera garant que les mesures arrivent au bout du tuyau ».

Un conseil national des solutions qui ne semble pas avoir retenu l'attention du Premier ministre. « Peu importe », poursuit le maire d'Allonnes, « ce conseil national est en construction et se réunira le lundi 14 décembre à Roubaix, fort de l'appui des 185 maires et d'autres d'ici là ». Parmi les signataires quatre maires de la Sarthe, Allonnes, Coulaines, Le Mans et Sablé-sur-Sarthe.

« État d'urgence sociale : les maires de Ville & Banlieue lancent l'alerte »

Gilles Leproust,
maire
d'Allonnes et se-
crétaire général
de l'Association
des maires
Ville & Banlieue
de France.

(Photo : Ouest France)



« Notre pays traverse une crise profonde et multifactorielle : sanitaire, sociale, économique, politique, identitaire et démocratique.

Les maires des communes de France, particulièrement ceux des communes populaires où vivent près de 6 millions d'habitants parmi les plus fragiles, dont une partie est représentée par notre association, sont une fois de plus en première ligne et doivent faire face aux difficultés de leurs

concitoyens au quotidien.

Depuis les tragiques attentats de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et de Nice par des terroristes islamistes – alors que les auteurs de ces actes intolérables contestent nos valeurs de liberté, de fraternité et de laïcité – resurgissent dans les médias, les réseaux sociaux et les discours politiques, les appels à la sécession et à la guerre civile. Les paroles rationnelles d'unité et de rassemblement ont très vite cédé aux cris irresponsables de haine et de division.

Dans cette période des plus troubles, les maires des communes populaires où se concentrent pauvreté, chômage de masse touchant d'abord notre jeunesse, décrochage scolaire, insécurité, mal logement, foyers pauvres, souvent d'origine étrangère, placés là par des politi-

ques non-maîtrisées de peuplement... doivent affronter l'accusation inique d'avoir été et d'être les complices plus ou moins consentants du communautarisme dans les territoires qu'ils administrent à des fins forcément électoralistes.

« Un mauvais procès »

Nous récusons fermement et résolument ce mauvais procès qui nous est fait, parfois par les mêmes qui ont laissé les choses s'installer par leur inaction, leur désintérêt, voire leur mépris, lorsqu'ils étaient en position d'agir.

Nous récusons fermement et résolument ces accusations ignobles et infondées alors même que, depuis plus de vingt ans, nous lançons systé-

matiquement l'alerte sur la situation de nos quartiers populaires qui n'a cessé de se dégrader.

Nous n'avons eu de cesse d'alerter sur la progression méthodique du séparatisme confessionnel, porté par les tenants d'un islam des plus radicaux quand, dans le même temps, l'adhésion à nos valeurs communes et républicaines reculaient inéluctablement.

Depuis plus de vingt ans, nous nous battons pour ramener l'équilibre dans nos villes, structurellement déséquilibrées sur un plan social et sociologique, sans qu'aucun véritable mécanisme de régulation ne soit mis en œuvre afin d'enrayer un délitement inéluctable.

Depuis plus de vingt ans, nous luttons avec des armes inégales en attendant un nouveau plan indispensable pour agir efficacement et dura-

blement dans les banlieues, plans toujours promis, parfois élaborés – le plan Borloo par exemple – et jamais engagés durablement.

Depuis plus de vingt ans, par insuffisance de solidarité nationale et d'équité territoriale, nous sommes soumis et résistons du mieux que nous pouvons, dans l'administration de nos communes, aux pressions contradictoires de celles et ceux qui prônent le repli communautaire d'où qu'il vienne. Et si certains comportements ont pu constituer des dérives condamnables, ils ont été minoritaires par rapport au grand nombre des élus en responsabilité.

Depuis plus de vingt ans, nous sommes les inlassables, les fidèles défenseurs de nos communes et quartiers populaires et, surtout, des habitants qui y résident.

Pendant tout ce temps, nous

n'avons eu de cesse d'alerter les pouvoirs publics sur la dégradation de la cohésion sociale, sur les reculs de l'adhésion consentie au pacte républicain, sur la montée d'autres mécanismes de solidarité, communautaires – ou communautaristes – qui venaient pallier les carences de l'action publique et contester les fondements mêmes de notre système démocratique. Avons-nous été entendus vraiment ? Non.

Nous, élus et maires de Ville & Banlieue dans la diversité de nos engagements politiques respectifs, rejetons vigoureusement les accusations qui nous sont injustement adressées. Nous réaffirmons notre attachement viscéral à notre contrat social et laïc fondé sur l'adhésion consentie à la loi commune et sur le respect mutuel des convictions individuelles de chacune et de chacun. >>



Pour soutenir l'aide alimentaire, ici organisée par le Secours populaire français, à Poitiers, Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes, propose d'attribuer aux associations 200 millions d'euros. Jean-François Fort/Hans Lucas/AFP

COLLECTIVITÉS

Les maires obtiennent un milliard d'euros

Un pour cent du budget du plan de relance sera bien attribué aux territoires en décrochage, suite au courrier signé par plus de 180 édiles et envoyé à l'Élysée.

« Bonne nouvelle ». Dix jours après leur lettre ouverte à Emmanuel Macron, les maires signataires de la tribune pour « l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires » ont été reçus, lundi, par le premier ministre, Jean Castex, qui leur a donné gain de cause. Ils sont désormais plus de 180 à avoir paraphé le courrier réclamant qu'un pour cent du budget du plan de relance, soit un milliard d'euros, se voit attribué en urgence aux « territoires en décrochage » face à la crise économique, sociale et sanitaire liée au Covid. « Nous avons été entendus par le premier ministre. Il nous a dit que le principe d'un pourcent lui allait », apprécie le maire divers droite de Roubaix, Guillaume Delbar. Tout reste cependant « à faire pour que cela retombe sur le terrain », estiment les élus, qui ont tenu un point presse dans la foulée de leur rendez-vous à Matignon.

Les sommes régulièrement promises ont « un peu de mal à arriver jusqu'à nous »

« C'est une première victoire, mais tout reste à construire pour que les moyens annoncés arrivent bien là où les besoins sont les plus criants », prévient Philippe Rio, maire PCF de Grigny. « Si la machinerie d'État a son rythme, il y a besoin d'accélérer devant les réalités du terrain et nous devons rester acteurs du plan de relance », abonde Frédéric Leturque. Le maire centriste d'Arras soulève que les sommes régulièrement promises ont « un peu de mal à arriver jusqu'à nous ». Son ambition est donc que les maires gardent la main et soient à la manœuvre pour fléchir la somme promise. « On ne veut pas se laisser noyer dans des groupes de travail à la va-vite. Trop de bonnes idées se sont perdues dans le cosmos après mise sur orbite. Nous avons besoin de créer des espaces », insiste Guillaume Delbar.

La ville de Roubaix accueillera ainsi le premier Conseil national des solutions, le 14 décembre. Cette nouvelle instance est « au cœur de la méthode » proposée par les maires, quand bien même le gouvernement n'y est pas favorable. « Nous en ferons un par mois, avec un travail spécifique pour évaluer les politiques conduites et leurs résultats », poursuit l' élu.

L'ensemble des propositions faites par les maires seront listées de façon exhaustive, y compris « celles qui ne sont pas arrivées à l'oreille des ministres ». « Nous avons demandé une compensation des dépenses liées au Covid, sans réponse favorable », regrette Thierry Falconnet, maire PS de Chenôve.

Les édiles ont également contredit l'exécutif qui affirme à tort que 80 à 90 % du plan Borloo ont été appliqués. « À ce rythme, on serait à 110 % à la fin du mois », raille Guillaume Delbar. Ils ont aussi pointé l'erreur très regrettable de la suppression des contrats aidés en début de mandat et réclament la création de 100 000 à 150 000 emplois de ce type à inscrire dès le budget 2021. « Nous sommes 185 maires, nous représentons 12 millions d'habitants, différents partis politiques et régions de France et nous avons des solutions à faire valoir », affirme Gilles Leproust. Le maire PCF d'Allonnes estime que 200 millions d'euros doivent aller à l'aide alimentaire et caritative. Il rappelle que plus de 25 % des jeunes ne sont désormais plus inscrits auprès des associations sportives et culturelles locales du pays. « Et des familles d'enfants inscrits demandent des remboursements, car elles sont en difficultés économiques. Les associations sont très fragilisées et n'ont pas vu pour beaucoup la couleur des 50 millions d'euros d'aides promises », signale Catherine Arenou, maire divers droite de Chanteloup-les-Vignes. Preuve que la bataille pour le fléchage et le versement effectif du milliard d'euros ne fait que commencer. ♦

LES MAIRES SIGNATAIRES VEULENT RESTER SOUDÉS ET CONSERVER L'INITIATIVE À TRAVERS LA TENUE MENSUELLE D'UN CONSEIL NATIONAL DES SOLUTIONS.

AURÉLIEN SOUCHEYRE



Un milliard pour les quartiers prioritaires : «Les promesses ne valent que si elles sont tenues»

Par [Pauline Achard](#) — 23 novembre 2020 à 22:03

La cité du Franc-Moisin à Saint-Denis pendant le confinement, le 2 avril. Photo Stéphane Lagoutte. Myop pour Libération

Le gouvernement a assuré ce lundi que 1% des 100 milliards d'euros prévu par le plan de relance serait destiné aux quartiers défavorisés après l'appel d'une centaine d'élus. Pas confiants, les maires réclament de nouvelles méthodes.

- Un milliard pour les quartiers prioritaires : «Les promesses ne valent que si elles sont tenues»

A l'issue d'une visioconférence tenue ce lundi matin avec 9 maires de «*villes pauvres*», le Premier ministre s'est engagé à «*flécher*» 1% du plan de relance vers les quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit la somme d'un milliard d'euros. Cette demande fait suite à une lettre ouverte adressée au président de la République le 14 novembre, appelant notamment l'exécutif à venir en aide aux quartiers populaires. La centaine de maires signataires de cette tribune dénonce «*un sentiment de non-assistance à territoire en danger*» au regard de la «*détresse sociale et économique*» dans laquelle la crise sanitaire actuelle a plongé ces quartiers.

A lire aussi La tribune «[Urgence pour les villes et les quartiers populaires](#)»

Sans précision, Jean Castex et les ministres présents ce lundi ont affirmé s'employer à tenir cet engagement à travers différents chantiers dont celui de l'insertion et de l'emploi, du secteur associatif, de l'éducation, du renouvellement urbain ou des commerces de proximité.

«Flou»

«*Nous avons été entendus sur le milliard d'euros requis, mais nous n'avons pas été écoutés sur le changement de méthode que nous réclamions*», regrette Philippe Rio, le maire PCF de Grigny (Essonne). Lors de cette réunion, les initiateurs de l'appel du 14 novembre ont formulé une série de propositions concrètes, dont la création d'un conseil national des solutions visant à assurer la mise en œuvre de ces politiques publiques à l'échelle locale. Le chef du gouvernement a préféré renvoyer les élus vers le conseil national des villes, en évoquant l'organisation de groupes de travail en ce sens.

En charge de la thématique «Education et emploi jeune», Philippe Rio a également réclamé lors de cet entretien un doublement des crédits pour l'aide aux devoirs au titre du rattrapage scolaire causé par le confinement, la généralisation des cités éducatives, une augmentation des moyens pour les associations dans la loi de finance 2021, 150 000 parcours emploi compétences plutôt que 24 000, ou encore l'implantation de recycleries pour booster l'économie circulaire.

«*Mais force est de constater qu'il demeure un flou quant à l'encadrement de ce milliard, sera-t-il compris dans le plan de relance ou dans la loi de finances ? Pour le moment, toutes nos demandes ont été rejetées, nous ne sommes pas à l'abri d'un enfumage*», s'inquiète l'élue.

«Vigilants et déterminés»

En réponse à la fronde des collectivités territoriales défavorisées, la ministre du Travail, Elisabeth Borne, a tenu à rappeler que 6,7 milliards d'euros étaient déjà débloqués pour la formation et l'insertion des jeunes. De son côté, la ministre déléguée au Logement, Emmanuelle Wargon, a évoqué le programme de renouvellement urbain porté à 10 milliards d'euros. Une manière, selon Philippe Rio, d'expliquer aux maires à l'origine de cet appel *«qu'ils ne se sont pas bien approprié les mesures du plan de relance mis en place par le gouvernement»*.

«Nous sommes unanimes : les promesses ne valent que si elles sont tenues, nous restons vigilants et déterminés», affirme le représentant municipal. Malgré l'hostilité de l'exécutif, les membres du collectif de maires concernés, organiseront le 14 décembre à Roubaix un conseil national des solutions afin de mutualiser des solutions efficaces contre la précarité, en attendant que des fonds soient débloqués par l'Etat pour pallier les conséquences de la crise sur les quartiers prioritaires.

[Pauline Achard](#)



du Lundi 23 Novembre 2020